

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'URBANISME ET DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION DE
LA VALLEE DE LA LIANE

APPROBATION

LE PREFET DU PAS-de-CALAIS

VU :

Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.126.1, R.123.14 et R.123.36 ;

La loi n° 87.565 du 22 Juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n° 95.101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Le décret n° 95.1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (P.P.R.) ;

Les résultats de l'étude hydraulique réalisée en juillet 1995 par le Laboratoire d'Hydraulique de France pour déterminer les limites physiques des zones touchées par les inondations de la Vallée de la Liane ;

L'arrêté préfectoral de prescription du P.P.R. de la Vallée de la Liane en date du 23 Février 1996 ;

L'arrêté préfectoral appliquant par anticipation certaines dispositions du P.P.R. en date du 8 Octobre 1996, pris conformément à l'article 40.2 de la loi précitée ;

L'arrêté préfectoral en date du 6 Mars 1998 prescrivant la mise à l'enquête publique du P.P.R. ;

Les pièces du dossier de l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 mars au 10 avril 1998, conformément aux articles R.11.4 à R.11.14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment :

- les certificats de publication et d'affichage délivrés par M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER et chacun des maires concernés ;
- les insertions de l'avis d'enquête contenues dans les exemplaires
 - * du journal La VOIX du NORD n° 16713 du 13 Mars 1998 et n° 16725 du 26 Mars 1998
 - * du journal AGRICULTURE/HORIZON n° 11 du 13 Mars 1998 et n° 13 du 27 Mars 1998

.../...

- les lettres de transmission, les avis et les procès-verbaux de dépôt du dossier d'enquête ;
- les registres et les procès-verbaux d'enquête ;

L'avis du Commissaire-enquêteur en date du 11 Mai 1998 ;

Le relevé de conclusions de la séance de travail qui s'est tenue le 18 Décembre 1998 en Sous-Préfecture de BOULOGNE-sur-MER ;

Les avis de M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER en dates des 22 Janvier 1999 et 4 Février 1999 ;

CONSIDERANT :

- l'existence de risques d'inondation avérés en Vallée de la Liane, risques liés aux crues de la Liane ;
- la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée en vue de ne pas aggraver ces risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et de M. le Directeur Départemental de l'Equipement du Pas-de-Calais :

A R R E T E

ARTICLE 1er.

Est approuvé tel qu'il est repris dans le dossier ci-annexé le Plan de Prévention du Risque inondation de la Vallée de la Liane. Il s'applique sur le territoire des communes suivantes :

- ALINCTHUN
- BOURNONVILLE
- CARLY
- CONDETTE
- CREMAREST
- HESDIGNEUL-les-BOULOGNE
- HESDIN-L'ABBÉ
- ISQUES
- QUESTRECQUES
- SAINT-ETIENNE-AU-MONT
- SAINT-LEONARD
- SAMER
- WIRWIGNES.

ARTICLE 2.

Le Plan de Prévention du Risque inondation de la Vallée de la Liane, contient les documents suivants :

- un rapport de présentation ;
 - des documents cartographiques comprenant un plan de situation au 1/50 000ème et les cartes des zones à risques au 1/5 000ème ;
- .../...

- un règlement définissant, dans les secteurs concernés de la Vallée de la Liane, des zones de risques différenciées (zones bleue et rouge) ainsi que des modalités applicables pour chaque zone.

ARTICLE 3.

Le Plan de Prévention du Risque inondation de la Vallée de la Liane approuvé au titre du présent arrêté vaut servitude d'utilité publique.

En tant que tel, il devra être annexé aux Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.) des communes concernées qui en possèdent un, en vertu de l'article L.126.1 du Code de l'Urbanisme.

Par ailleurs, ces communes devront rendre leur P.O.S. compatible avec le P.P.R. tant dans le rapport de présentation du P.O.S. (article R.123.17 du Code de l'Urbanisme), dans les documents graphiques du P.O.S. (article R.123.18.II.1 du Code de l'Urbanisme), que dans le règlement et dans les annexes du P.O.S. (article R.123.24 du Code de l'Urbanisme).

ARTICLE 4.

Le plan approuvé sera tenu à la disposition du public à la Préfecture du Pas-de-Calais, à la Sous-Préfecture de BOULOGNE-sur-MER et dans chacune des mairies des communes intéressées.

Un avis au public comportant l'indication des lieux de consultation des pièces du dossier du plan approuvé sera inséré par mes soins dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Par ailleurs, une copie du présent arrêté sera affichée dans chacune des mairies des communes concernées pendant un délai minimum d'un mois.

En outre, il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 5.

Le présent arrêté pourra faire l'objet de recours pendant un délai de deux mois à compter de la dernière des formalités de publicité prévues à l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 6.

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER, MM. les Maires des communes concernées et M. le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR COPIE CONFORME

ARRAS, le 16 FEVRIER 1999

POUR LE PREFET,
DIRECTRICE DELEGUEE,

LE PREFET,



Jacqueline ROUX

Daniel CADOUX.

AMPLIATIONS DESTINEES à :

- M.le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER
- MM. les Maires des communes de ALINCTHUN, BOURNONVILLE, CARLY, CONDETTE, CREMAREST, HESDIGNEUL-les-BOULOGNE, HESDIN L'ABBE, ISQUES, QUESTRECQUES, SAINT-ETIENNE-AU-MONT, SAINT-LEONARD, SAMER, WIRWIGNES
- M. le Président du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Développement du Boulonnais,
- M. le Président du District de BOULOGNE-sur-MER
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- M. le Directeur Régional de la Navigation
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement
- M. le Chef du Service Maritime des Ports de BOULOGNE et CALAIS
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Chef du Service Interministériel des Affaires civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais
- M. le Président de la Chambre de Métiers du Pas-de-Calais
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de BOULOGNE-sur-MER et MONTREUIL-sur-MER
- M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière Nord-Pas-de-Calais-Picardie 96, rue Jean Moulin 80000 AMIENS
- M. le Président de la Fédération départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, Cité de l'Agriculture, 54.56, Avenue Roger Salengro BP. 136 62054 SAINT-LAURENT-BLANGY CEDEX
- M. le Directeur du Parc National Régional du Boulonnais, Manoir du HUISBOIS 62142 LE WAST
- Mme le Chef de Bureau de l'Eau et de la Protection de la Nature
- Melle Hélène WEISS, Commissaire-Enquêteur titulaire, 4, rue du Colonel l'Espérance Appt 802 62200 BOULOGNE-sur-MER
- Recueil des Actes Administratifs
- Dossier
- Chrono.